Brésil : La peur a vaincu l'espérance. Résister unitairement et réarticuler une politique de gauche. La bataille de la sécurité sociale

jeudi 8 novembre 2018, par BARBOSA DOS SANTOS Fabio Luis, BG, Esquerda Online (Date de rédaction antérieure : 5 novembre 2018).

Sommaire

- Brésil. Quand la peur a (...)
- Face aux mesures autoritaires
- Défendre la sécurité sociale

Brésil. Quand la peur a vaincu l'espérance

Il n'y a rien de nouveau dans l'adhésion de ceux qui se trouvent au-dessus socialement de Bolsonaro. Bien que celui-ci soit lui-même commun et vulgaire, la violence qu'il incarne est tout d'abord une violence de classe. Ce qui est dramatique, c'est l'adhésion populaire.

En l'absence de son leader charismatique, le sous-prolétariat qui avait soutenu le lulisme a penché vers Bolsonaro (à l'exception du Nordeste). Tout Brésilien connaît quelqu'un qui a dans le passé voté pour Lula et qui maintenant a voté pour le « capitaine ». Lula était en prison, mais ceux qui ont voté ne l'étaient pas. Que s'est-il donc passé ?

1.- En laissant de côté l'hypothèse selon laquelle tous ceux qui ont voté pour lui seraient des fascistes ou qu'ils auraient été manipulés contre le PT, ce glissement suggère l'hypothèse incommode selon laquelle le bolsonarisme serait l'opposé du lulisme (une sorte de côté B) et non son contraire.

Il est certain que l'anti-pétisme a envenimé le débat, mais plusieurs autres candidats ont aussi brandi ce thème. Homme de l'ancienne politique, Bolsonaro s'est vendu comme étant celui du renouveau. Peut-être que c'est la forme et non le contenu qui a été la clé du secret : le capitaine manie le langage de la brutalité, langage qu'un peuple brutalisé connaît et qu'il comprend. De manière certes perverse, il parle avec le peuple, comme Lula. Dans ce processus, il s'est différencié des candidats plan-plan et des candidats de toujours. Si Lula apparaissait comme un messie, Bolsonaro est lui devenu un mythe [bien qu'un de ses prénoms soit Messias].

2.- Même si ce n'était pas de manière sincère, Bolsonaro s'est projeté du côté de ceux qui, comme lui, n'articulaient pas bien les idées, ni ne comprenaient bien les choses. Il a défendu des valeurs et non un programme. D'où le dialogue fluide qu'il a établi avec les évangéliques.

De son côté, la campagne pétiste [finalement, celle de F. Haddad] a misé sur la victimisation de Lula puis elle a essayé de faire de lui une sorte de « candidat derrière le candidat », du style « Haddad au gouvernement, Lula au pouvoir ». D'une manière ou d'une autre, la campagne a été modelée par le lulisme jusqu'au début du second tour, et il n'y a eu aucune discussion sur les problèmes du pays ou

sur le gouvernement de Michel Temer.

Ils n'ont pas non plus attaqué Bolsonaro. Comme l'a dit [le journaliste] Maringoni, Lula a cherché à transformer les élections en un plébiscite pour sa personne même. Dans ce processus, le parti a contribué à dépolitiser le débat politique et à la déplacer sur le plan moral.

3.- Si la campagne pétiste a brandi la question de la justice, Bolsonaro a brandi celle de l'ordre, ce qui pour lui signifie qu'il s'agit maintenant de conclure l'œuvre laissée inachevée par la dictature [1964-1985]. Peut-être d'ailleurs que c'est cela son programme.

Paulo Arantes [philosophe et penseur marxiste brésilien] suggère l'hypothèse suivante : dans le passé, les militaires ont associé leur pouvoir à l'industrialisation du pays, qui a démarré puis s'est consolidée entre deux dictatures, celle de l'Etat nouveau [l'Estado novo est le nom du régime autoritaire instauré par Getúlio Vargas en 1937] et celle issue du coup militaire de 1964. Confrontés aujourd'hui avec la régression industrielle et la dégradation sociale, les militaires ont, en renonçant au rêve d'un Brésil-puissance, en quelque sorte jeté l'éponge. Ils n'ont donc plus qu'à se retrousser les manches pour mettre sur pied une gestion armée de la vie sociale, visant à faire tenir sur ses pieds un pays qui s'effondre. Ils parient tout sur une relation privilégiée avec les Etats-Unis, dans un contexte de sauve-qui-peut global.

Lula a envoyé le général Augusto Helena pour commander la mission de l'ONU en Haïti [le Minustah], pensant faire du Brésil un « global player ». Mais le général est revenu en pensant à la façon d'éviter que le Brésil ne devienne lui-même un Haïti. Alors qu'il n'avait pas réussi à être désigné comme vice[président] de Bolsonaro par son parti, Agusto Helena se servira de son expérience en tant que ministre de la Défense au sein du nouveau gouvernement.

4.- A la manière colombienne, les mensonges de la droite ont intoxiqué la campagne, empêché le débat et acculé la gauche. Tout d'abord, ce sont des mensonges d'accuser le PT de se trouver effectivement sur une orientation de gauche, car depuis longtemps le PT travaille dans la direction contraire. C'est de sa propre initiative que le PT a retiré toute couleur rouge de sa campagne. Et pour montrer aux Brésiliens ce qu'était la droite, il a été nécessaire d'inventer une gauche. Si le « concept » de lutte des classes n'a pas été effacé, c'est de leur fait [de l'ultra-droite bolsonariste], pas celui de Lula.

L'anti-pétisme de ceux d'en haut n'a pas comme cible ce que le parti est en réalité, mais ce qu'il représente : le PT a surgi comme le premier instrument politique autonome des travailleurs brésiliens, au moment où la senzala [grand logement destiné aux esclaves dans le Brésil colonial, donc renvoyant aux opprimé·e·s qui résistent, se révoltent] a commencé à lever la tête et à s'organiser.

L'anti-pétisme de ceux d'en bas est un mélange compliqué de frustration profonde à l'égard du PT et de rage. On découvre à la fin que l'espérance n'a pas vaincu la peur, parce que la première n'a jamais affronté la seconde. Ainsi la peur a séquestré l'espérance. Maintenant, c'est à la gauche qu'il revient de la libérer, cette espérance.

Fabio Luis Barbosa dos Santos

Fabio Luis Barbosa dos Santos est professeur à l'Université fédérale de São Paulo (UNIFESP), auteur de *Além do PT. A crise da esquerda brasileira em perspectiva latino-americana*. Editions Elefante, 2016.

• 1er novembre 2018, publié dans *Correio da Cidadania* ; traduction A l'Encontre publiée le 8

novembre :
http://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-quand-la-peur-a-vaincu-lesperance.html

---

Face aux mesures autoritaires, résister unitairement et réarticuler une politique de gauche

Dès le lendemain de son élection, Jair Bolsonaro a violemment attaqué le PT (Parti des travailleurs), le PSOL (Parti Socialisme et Liberté, gauche radicale) et les deux grands mouvements sociaux du pays, le MST (Mouvement des sans-terre) et le MTST (Mouvement des travailleurs sans-toit) sont taxés de « terrorisme ». Les enseignants, accusés de propager une idéologie « communiste » et« antipatriotique », font eux aussi l'objet d'une offensive en règle. Le futur gouvernement comprendra une large brochette de militaires à la retraire et son ministre de la Justice sera Sergio Moro, le juge soi-disant « anti-corruption » qui a décidé sans aucune preuve de l'emprisonnement de Lula. Les perspectives ne sont pas plus roses au plan socio-économique.

Le programme du président élu prévoit entre autres une vague de privatisations de grandes entreprises, une nouvelle contre-réforme des retraites, des coupes drastiques dans les programmes sociaux bénéficiant aux plus pauvres, et pour les salarié·e·s la pure et simple suppression du 13^{e} mois.

Le mouvement ouvrier et social se prépare ainsi à de très lourdes attaques, antisociales et antidémocratiques. Le prochain gouvernement sera-t-il pour autant « fasciste » ? Bolsonaro est une sorte de néofasciste et beaucoup de ses ministres le seront aussi. Mais sans un bouleversement des rapports des forces sociaux et politiques, il n'a pas les moyens d'imposer un régime fasciste. Rappelons qu'il n'a obtenu les voix que de 37 % des inscrits, que son parti qui reste peu nombreux et peu structuré ne dispose que de 52 députés fédéraux sur 513, ainsi que de très peu de gouverneurs, en outre localisés dans quelques Etats, pour l'essentiel de moindre importance. Surtout, la grande bourgeoisie ne veut pas aujourd'hui liquider les formes démocratiques-bourgeoises, parce qu'elle n'en a aucun besoin et que le risque ne vaut pas d'être couru. Ce à quoi il faut s'attendre est un redoublement des mesures autoritaires et répressives, peut-être assorties, lorsque de grandes luttes surgiront, à des débuts d'interventions de groupes fascistes et/ou paramilitaires.

Le mouvement ouvrier et de masse – partis, syndicats, mouvements sociaux – conserve cependant tous les moyens d'y faire face et y compris, si les moyens étaient réellement mis en œuvre, de défaire l'attaque et de passer à la contre-offensive. Pour cela, un front unique de toutes les organisations concernées, qui s'organise dans les quartiers, localités, entreprises, universités et écoles, pour agir dans la rue et par la grève, est indispensable. Que le régime ne soit pas fasciste dès demain ne signifie pas qu'un tel danger n'existe pas. N'oublions pas qu'en Italie, Mussolini était arrivé au pouvoir en 1922, mais le régime n'était devenu effectivement fasciste qu'en 1926, lorsque la grande bourgeoisie avait donné son blanc-seing face à l'aggravation de la crise et la persistance d'une certaine montée révolutionnaire consécutive à la révolution d'Octobre.

Naturellement, un tel front unique devra garantir la totale indépendance de la gauche révolutionnaire, plus que jamais confrontée à la nécessité pressante de construire une alternative politique de gauche au PT. Ce n'est pas tant la corruption, consubstantielle de tout le système politique brésilien et plus forte encore à droite, qui a mené ce parti à sa perte.

C’est d’abord sa politique, sur tous les terrains. Du néolibéralisme un peu social des gouvernements Lula (2003-2010) et du premier gouvernement (2011-2014) Dilma, le PT est passé à une politique directement austéritaire quand le pays a sombré dans la crise suite à l’effondrement du cours des matières premières. Lorsque la bourgeoisie a jugé que même l’austérité made in PT n’était pas suffisante, qu’il fallait reprendre toutes les concessions et tous les acquis des luttes ouvrières, et pour cela se débarrasser de Dilma, le PT a refusé de mobiliser dans la rue, en faisant aveuglément confiance à la Justice et aux institutions politiques bourgeoises.

Même chose deux ans plus tard face à l’emprisonnement de Lula. Tout comme en avril 2017, quand une grève générale contre la réforme des retraites avait bloqué le gouvernement Temer et ouvrait la possibilité d’une contre-offensive.

Les organisations révolutionnaires, dans et hors le PSOL, se trouvent ainsi devant de très lourdes responsabilités. Notre solidarité politique et militante ne doit pas leur faire défaut.

Editorial BG

• Traduction A l’Encontre publiée le 5 novembre :
http://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-la-peur-a-gagne-sur-lesperance.html

---

Défendre la sécurité sociale. La première bataille s’annonce

Un thème qui a été relativement camouflé durant la campagne de Jair Bolsonaro a été celui de la (contre)réforme de la sécurité sociale. Evidemment, en raison de son caractère impopulaire. Mais, après 24 heures à peine du résultat électoral final, la sécurité sociale est devenu l’un des principaux sujets traités par les médias.

Ce thème est en relief dans les discours des principaux alliés. Il était traité dans l’interview de Bolsonaro sur TV Record [la chaîne appartient à l’évangéliste et homme d’affaires Edir Macedo qui a été un appui décisif pour Jair Bolsonaro ; l’entretien peut être retrouvé à l’adresse suivante ici. Réd. A l’Encontre].

Les déclarations des membres du nouveau gouvernement, bien que contradictoires entre elles, vont dans la même direction : le recul des droits à la sécurité sociale. Paulo Guedes [un directeur d’un fonds d’investissement et formé à l’école monétariste à la, annoncé futur ministre des Finances, a concédé, dans un entretien, que la réforme de la sécurité sociale est le premier élément de la future politique économique. A côté de l’adoption d’une politique ample de privatisations et d’une réforme de l’Etat qui attaque les « privilèges » (c’est-à-dire, une attaque des droits liés aux services publics). Selon Guedes, la politique économique commencera avec une réforme de la sécurité sociale. L’éventuel ministre de la Maison civile de Bolsonaro [autrement dit, le responsable auprès du président des rapports avec les membres de l’exécutif et du législatif, sans exercer un rôle de premier ministre, puisque cette fonction est à la charge], le député fédéral Onyx Lorenzoni (Democratas-DEM de l’Etat de Rio Grande do Sul) est allé plus loin en affirmant que la proposition de réforme de la sécurité sociale portée par le gouvernement Temer est faible et que le nouveau gouvernement présentera une proposition globale de réforme.

Sans exposer les détails de cette nouvelle réforme, il a défendu ouvertement la séparation entre le

système de sécurité sociale et celui d'aide sociale. Actuellement, le système est pensé comme une politique conjointe de sécurité sociale, de forme solidaire et dans laquelle tous contribuent pour garantir le bien-être des retraités et des plus nécessiteux. Autre conséquence drastique, disloquer l'actuel système affectera fatalement les programmes de l'assistance sociale destinés à la population la plus pauvre.

La contre-réforme de la sécurité sociale pourra être votée cette année encore

Et cela peut être encore pire. L'actuel président Michel Temer a défendu publiquement que la proposition de (contre)réforme de la sécurité sociale, qui est actuellement discutée au Congrès national, soit votée avant la fin de son mandat, soit avant la fin de cette année [1].

Pour Temer, tout dépendra de l'accord avec Bolsonaro. Et ils ont encore des réunions agendées pour la semaine prochaine, à Brasilia, pour initier la fameuse transition.

Bien que l'appui du nouveau gouvernement à l'approbation immédiate de la (contre)réforme de la sécurité sociale de Michel Temer, au Congrès national, a été refusé par O. Lorenzoni, cela reste donc encore incertain du point de vue de l'application. En effet, Jair Bolsonaro lui-même, dans une interview à la TV Record, a signalé le contraire, et indiqué qu'il voit d'un bon œil la votation de la (contre)réforme de la sécurité sociale qui est déjà en discussion au sein du Congrès national [donc avant le début de son mandat en janvier].

Organiser la résistance dès maintenant

D'un côté ou de l'autre, nous devons avoir à l'esprit que la défense de la sécurité sociale sera l'une des principales batailles à venir, peut-être même la principale. Et elle peut commencer immédiatement dans le cas où Temer et Bolsonaro s'accordent, au début de la semaine à venir, sur le fait de voter immédiatement l'actuelle réforme de la sécurité sociale. Entre-temps, même si la réforme de la sécurité sociale sera du ressort du nouveau gouvernement, il est évident qu'elle sera l'une des premières mesures de Bolsonaro au Congrès national.

La réforme proposée par le gouvernement Bolsonaro peut être encore pire que l'actuelle, retirant encore plus de droits et ayant comme but d'en terminer avec le concept d'unification de la sécurité sociale. Pour cette raison, les manifestations unitaires et plénières d'un front unique qui ont déjà eu cours cette semaine, spécialement celles convoquées par le Frente Povo Sem Medo [2] (Front d'un peuple sans peur) et le Frente Brasil Popular (Front Brésil populaire), doivent déjà mettre en évidence la lutte contre une réforme de la sécurité sociale retirant des droits.

Les centrales syndicales, des syndicats, les mouvements sociaux et les partis de gauche doivent maintenant unir leurs forces autour de la lutte pour faire échec à la réforme de la sécurité sociale, que cela soit maintenant contre celle de Temer, ou contre celle de Paulo Guedes, Lorenzoni et Bolsonara l'année prochaine.

Nous savons que nous ferons face à un nouveau gouvernement profondément autoritaire, qui ne respectera pas l'opposition. Pourtant, plus notre lutte sera collée au sentiment de la majorité des travailleurs et du peuple, plus nous aurons de la force pour mettre en échec la répression ainsi que les vieilles et les nouvelles attaques à nos droits. Ainsi, si l'intention de Temer de voter la réforme en cours encore cette année se confirme, nous aurons besoin de construire de façon immédiate un jour national de lutte contre cette attaque aux droits du peuple travailleur et à l'ensemble de la population brésilienne.

Les élections brésiliennes se sont terminées, mais notre résistance continue, encore plus urgente et nécessaire. (; traduction A l'Encontre)

Editorial de Esquerda online

• Article publié dans Esquerda online en date du 30 octobre 2018 ; traduction A l'Encontre publiée le 2 novembre : http://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-defendre-la-securite-sociale-la-premiere-bataille-sannonce.html

---

Notes

[1] Cette (contre)réforme, la PEC 287/2016, a pour but, notamment, d'augmenter l'âge de la retraite de 65 à 67 ans, ainsi que d'avoir 49 ans de cotisation pour prétendre à une pension pleine pour tout·e·s, sans prise en compte du genre ou de la pénibilité du travail. L'armée, elle, aura un système à part qui ne sera pas touché par cette (contre)réforme. (Réd. A l'Encontre).

[2] Ce front est composé de mouvements sociaux (par exemple le MTST) ou encore de centrales syndicales (par exemple la CUT, Conlutas), des mouvements étudiants tels que Juntos ! et Rua-Juventude Anticapitalista, liés au parti politique PSOL. Ce front s'est créé en 2015 afin de combattre la montée du conservatisme de la droite brésilienne. On peut le considérer comme l'opposition de gauche à Dilma Rousseff. Ce front s'est pourtant joint au Front Brésil populaire (PT et alliés) pour contrer l'impeachment de Dilma Rousseff en août 2016. (Réd. A l'Encontre)